

L'Aigle Infos

Lisez le journal numérique sur le site:
www.kefinafasso.com

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N° 414 DU JEUDI 08 JANVIER 2026- PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

Guinée

La Cour suprême confirme la victoire de Mamadi Doumbouya à la présidentielle



Lisez le journal numérique sur le site:
www.kefinafasso.com

Mamadi Doumbouya élu président P.3



« Je suis convaincu qu'il continuera à nous surprendre positivement », réagit le président du CADRE (Entretien)

Mamadi Doumbouya, élu président P.4



« Le vrai boulot commence » (Abdoulaye Kourouma, président RRD) (Entretien)

Culture 2025 P.5



Entre progrès et défis, Mamadou Thug fait le point (Entretien)

Edito à vue d'Aigle

Un septennat de toutes les attentes !

Lorsqu'il a renversé Alpha Condé le 5 septembre 2021, pour s'emparer du pouvoir dans les circonstances que l'on sait, Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD avaient promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition (président de la transition, CNRD, CNT, Gouvernement) ne devrait se présenter. La suite, on la connaît....

Enlèvement de Maduro par Trump P.6
« Ça peut ouvrir des appétits ailleurs » (M'Bemba Bah, analyste géopolitique) (Entretien)

Suspension de la grève des enseignants P.3
Michel Pépé Balamou du SNE apporte des précisions

Justice P.3
Condamné dans l'affaire du 28 septembre, Claude PIVI est décédé en détention

Édito à vue d'aigle



Un septennat de toutes les attentes !

Lorsqu'il a renversé Alpha Condé le 5 septembre 2021, pour s'emparer du pouvoir dans les circonstances que l'on sait, Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD avaient promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition (président de la transition, CNRD, CNT, Gouvernement) ne devrait se présenter. La suite, on la connaît.

Après la validation de sa candidature à la présidentielle du 28 décembre, les détracteurs du CNRD et de son président n'ont pas tardé à parler de parjure. Comme beaucoup s'y attendaient, le candidat de GMD (Génération pour la Modernité et le Développement) n'aura pas eu de mal à remporter l'élection présidentielle face aux huit autres candidats. Le mardi 30 décembre 2025, au siège de la Direction Générale des Elections

(DGE), l'actuel locataire du Palais Mohammed V a été officiellement proclamé vainqueur de ce scrutin. Mamadi Doumbouya a récolté 4 594 262 voix, soit de 86,72 % des suffrages valablement exprimés. Il est suivi par Abdoulaye Yéro Baldé (FRONDEG), qui a recueilli 6,59 % des voix et Dr Faya Lansana Millimouno du Bloc Libéral (2,04 % des voix).

Le dimanche 04 janvier 2026, ce fut au tour de la Cour suprême de proclamer les résultats définitifs dudit scrutin. Et sans surprise, les résultats provisoires publiés par la Direction Générale des Elections (DGE) quelques jours plus tôt ont été confirmés par la plus haute juridiction du pays.

Fodé Bangoura, le premier président de ladite Cour, a proclamé le candidat indépendant Mamadi Doumbouya élu Président de la République avec 86,72 % des suffrages valablement exprimés. Ce qui marque donc le retour à l'ordre constitutionnel après quatre ans de transition militaire.

Concernant le taux de participation au scrutin, la Cour suprême indique qu'il est de 82, 86 %, contrairement au taux de participation de 80,95 % qui avait été préalablement annoncé par la Direction Générale des Elections lors de la publication des résultats provisoires.

Le premier président de la Cour suprême a par ailleurs fait savoir que le recours introduit par le Front Démocratique de Guinée (FRONDEG) du candidat malheureux Abdoulaye Yéro Baldé, a été retiré par lui-même.

Selon des sources dignes de foi, la cérémonie d'investiture du nouveau président de la République de Guinée est annoncée pour le samedi 17 janvier 2026 au stade Général-Lansana-Conté de Nongo. Un pari gagné donc par l'ancien commandant du Groupement des Forces Spéciales. Il s'apprête à entamer un septennat de toutes les attentes, à la tête de la Guinée.

Kéfina Diakité

Vie de la nation

2026, l'an I d'une nouvelle ère sous le signe de la vérité

La première semaine de l'année 2026 en Guinée ne s'est pas contentée des habituels échanges de vœux. Elle a marqué le démarrage brutal et intense d'une année de transition entre les promesses électorales de décembre et la réalité d'un État en pleine mutation. Entre l'affirmation du nouveau pouvoir exécutif et les batailles pour la transparence institutionnelle, le pays est en plein chantier.



l'ancien bureau de Dame Aminata Camara n'est pas qu'un fait divers associatif. C'est le reflet d'une lutte nationale : celle de la légitimité des urnes contre les «listes de complaisance» et la gestion opaque des fonds.

2- Économie : L'effet Simandou et le budget 2026

L'économie guinéenne entame 2026 avec une ambition démesurée.

• **Le géant de fer :** Les premières exportations massives de Simandou boostent les prévisions de croissance à deux chiffres. Cependant, la tension sur les liquidités reste palpable dans les banques de Conakry, où les mesures de gel des comptes des anciennes administrations (comme celle de l'AGEPI par voie d'huissier) se multiplient pour stopper l'hémorragie des deniers publics et associatifs.

• **Le défi social :** Le passage de la Guinée au statut de pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) oblige le gouvernement à réformer les subventions, une pilule difficile à avaler pour le panier de la ménagère en ce mois de janvier.

3- État de Droit : La DCPJ

comme arbitre des transitions

Cette semaine du 1er au 7 janvier a vu un ballet incessant à la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ).

• L'institution est devenue le passage obligé pour régler les contentieux de fin de mandat. L'affaire AGEPI, avec ses preuves matérielles accablantes (signatures manuscrites contre listes saisies frauduleuses), illustre la volonté de la nouvelle garde de ne plus laisser passer l'impunité.

• Le respect des procédures judiciaires, sous l'œil vigilant des huissiers, montre une volonté de formalisme qui manquait cruellement aux transitions précédentes.

Le Regard de L'Aigle Infos : La Guinée de ce début 2026 est à la croisée des chemins. On ne peut plus diriger avec des «listes d'affamés» et des signatures recyclées. La vérité des urnes, qu'elle soit nationale ou associative, est la seule boussole qui permettra de relever les défis du numérique et du développement.

Kéfina Diakité



Guinée

La Cour suprême confirme la victoire de Mamadi Doumbouya à la présidentielle

Le dimanche 04 janvier 2026, la Cour suprême a proclamé les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 28 décembre 2025. Comme beaucoup d'observateurs s'y attendaient, les résultats provisoires publiés par la Direction Générale des Elections (DGE) quelques jours plus tôt ont été confirmés par la plus haute juridiction du pays.



Fodé Bangoura, le premier président de ladite Cour, a proclamé le candidat indépendant Mamadi Doumbouya élu Président de la République avec 86,72 % des suffrages valablement exprimés. Ce qui marque donc le retour à l'ordre constitutionnel après quatre ans de transition militaire. Concernant le taux de participa-

tion au scrutin, la Cour suprême indique qu'il est de 82, 86 %, contrairement au taux de participation de 80,95 % qui avait été préalablement annoncé par la Direction Générale des Elections lors de la publication des résultats provisoires.

Le premier président de la Cour suprême a par ailleurs fait savoir

que le recours introduit par le Front Démocratique de Guinée (FRONDEG) du candidat malheureux Abdoulaye Yéro Baldé, a été retiré par lui-même.

La Cour suprême a ensuite rendu la décision suivante :

« Par ces motifs, statuant publiquement en matière électorale, en premier et dernier ressort, en la forme :

Article 1er : Constate le désistement volontaire de Monsieur Abdoulaye Yéro Baldé, candidat du parti FRONDEG de son recours. Article 2 : En donne acte au fond; Articles 3 : Déclare que Monsieur Mamadi Doumbouya candidat indépendant, a recueilli 4.594.262 voix, soit 86,72 % des suffrages valablement exprimés;

Article 4 : Proclame le candidat Mamadi Doumbouya, élu Président de la République de Guinée, dès le premier tour, pour un mandat de 7 ans;

Article 5 : Dit que le présent arrêté sera affiché au greffe de la Cour, et publié sans délai au journal officiel de la République. En foi de quoi, la présente décision est signée par le président, le greffier et le conseiller rapporteur ».

Cet arrêt de la Cour suprême met fin à la transition et au contentieux électoral lié à l'élection présidentielle du 28 décembre 2025.

Kaba Kankoula



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018

Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taryana, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com

Tél: (+224) 621 93 53 88

Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité

Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication: Amadou Sadjo Diallo

Rédacteur en Chef: Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction: Sammel M'Bemba

Comité de Rédaction: Sammel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo, Moussa Thiam, Boéboé Béavogui, Abdoulaye Durack Bangoura

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub:

Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50

Chef PAO: Abdoulaye Durack Bangoura

Imprimeur: Alseny Camara 628066445

Imprimerie: Imprimerie Lanyi

Distribution: L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page: CMP-GAMS 629106363

Photographe: Moustapha Camara

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Interview Mamadi Doumbouya élu président « Je suis convaincu qu'il continuera à nous surprendre positivement », réagit le président du CADRE

Désormais nouveau président de la Guinée, Mamadi Doumbouya présidera aux destinées de la Guinée pour les sept prochaines années. Cette élection de l'homme du 5 septembre est bien saluée par ses partisans. Le président du parti le Congrès Africain pour la Démocratie et le Développement (CADRE) souhaite que ce nouveau gouvernement soit en mesure de relever les défis pour propulser le pays sur la voie du développement.



L'Aigleinfos : Le président Mamadi Doumbouya a été élu avec un score de plus de 80 %, alors que certains acteurs politiques avaient appelé au boycott du scrutin. Comment analysez-vous ces résultats ?

Daniel Kolié : Nous avons tous suivi le processus électoral du 28 décembre 2025, à l'issue duquel le président Mamadi Doumbouya a été déclaré élu avec 86,72 %. Les messages de félicitations des États-Unis, de l'Union euro-

péenne, de l'Union africaine et de la CEDEAO traduisent la légitimité du scrutin et son acceptation par la communauté internationale et les amis de la Guinée. On ne peut que s'en féliciter.

L'Aigleinfos : Dans son adresse à la Nation, le président élu a déclaré que « l'année 2026 qui s'ouvre sera une année de travail, de rigueur et d'unité ». Comment appréciez-vous cette déclaration ?

Daniel Kolié : Le président a tenu la main à tous les Guinéens et les a invités à se rassembler pour le développement du pays. Cela concerne aussi bien ceux de l'intérieur que de l'extérieur, afin de conjuguer les efforts pour la réussite de ce septennat. L'apport de tous est sollicité, quels que soient les bords, dans le strict respect des lois, des règlements et surtout de la Constitution.

L'Aigleinfos : Certains estiment que le président devrait, pour une fois, tendre la main aux exilés politiques en les invitant à rentrer au pays sans crainte de poursuites. Partagez-vous cet avis ?

Daniel Kolié : L'année qui commence avec ce nouveau mandat doit être une année de travail et de rigueur, car les attentes des Guinéens sont fortes. Pour relever les défis que nous connaissons, après plus de 60 ans d'indépendance, il faudra se mettre résolument au travail. C'est le message porté dans son discours, et nous nous inscrivons pleinement dans cette dynamique.

L'Aigleinfos : Il existe encore des familles dont les proches sont portés disparus depuis plus d'un an en Guinée. Peut-on, selon vous, parler de gouvernance apaisée dans un tel contexte ?

Daniel Kolié : Le souhait de tous les Guinéens aujourd'hui est que les personnes disparues soient retrouvées saines et sauves. Avec la mise en place du nouveau gouvernement, ce sera l'un des chantiers prioritaires afin de faire la lumière sur ces disparitions.

L'Aigleinfos : Quelles sont vos attentes vis-à-vis du futur gouvernement de la Cinquième République ?

Daniel Kolié : Le futur gouvernement de la Cinquième République doit être un gouvernement de rassemblement, faisant de la cohésion nationale une priorité, tout en posant les bases d'un développement durable. De nombreux chantiers l'attendent, notamment le projet Simandou 2040, la création de raffineries à travers l'installation des sociétés minières, ainsi que l'amélioration de la liaison entre les villes et dans les zones urbaines.

L'Aigleinfos : Quel profil de Premier ministre recommanderiez-vous au président de la République ?

Daniel Kolié : Le futur Premier ministre doit être une personnalité qui connaît profondément

la Guinée, ayant vécu dans le pays durant les quatre années de transition, imprégnée des grands dossiers et des chantiers de la République. Il ou elle doit surtout être capable de rassembler, non clivant, apte à dialoguer avec tous et à porter un projet de société fédérateur. Ce profil est essentiel pour travailler ensemble et avancer.

L'Aigleinfos : Enfin, quel conseil donneriez-vous à Mamadi Doumbouya, désormais président de la République et non plus président de la Transition ?

Daniel Kolié : Mamadi Doumbouya est un président démocratiquement élu, qui gouvernera sur la base de la Constitution et mettra en œuvre le projet de société approuvé par les Guinéens à 86,72 %. Ce que je peux lui recommander, c'est de mettre en place un gouvernement de travailleurs, axé sur l'action et le rassemblement. Connaissant son leadership, je suis convaincu qu'avec ce mandat du peuple, il continuera à nous surprendre positivement. Je lui souhaite plein succès pour ces sept années et beaucoup de chance.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur le président du parti CADRE !

Daniel Kolié : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Suspension de la grève des enseignants Michel Pépé Balamou du SNE apporte des précisions

Le samedi 03 janvier 2026, lors d'une assemblée générale à Nongo, les principales centrales syndicales de l'éducation (FSPE, SLECG, SNE) ont pris la décision de suspendre le mot d'ordre de grève dans le secteur de l'éducation, suite à la signature d'un protocole d'accord avec la partie gouvernementale.



Michel Pépé Balamou est le secrétaire général du Syndicat national de l'éducation (SNE). Il a mis cette occasion à profit pour saluer le contenu du protocole, qui, à l'en croire, prend en compte plusieurs revendications majeures des enseignants, dont l'octroi de primes de fonction aux acteurs de l'éducation ainsi qu'aux responsables des structures déconcentrées. Il est prévu également l'engagement à la fonction publique de 4 500 enseignants contractuels communaux, non retenus lors du recrutement de 2024. Des enseignants qui seront intégrés sans concours, sur la base des notes obtenues lors de l'évaluation pratique de classe. Le patron du SNE précise que leur non-sélection n'était pas liée à une insuffisance professionnelle, mais plutôt à un quota proportionnel imposé lors du processus. Il est

aussi question de la biométrisation des enseignants contractuels de Conakry et de l'organisation d'un concours pratique de classe pour certains recalés, notamment ceux affectés par la limite d'âge. Au regard de ce qui précède, le SNE fonde l'espoir que dès le mois de février prochain, les négociations s'ouvriront autour du statut particulier de l'éducation, après l'investiture du Président de la République et la formation d'un nouveau gouvernement.

Michel Pépé Balamou a toutefois fait remarquer que la grève n'est pas levée, mais simplement suspendue. « Cette suspension reste conditionnée au respect strict des engagements pris par le gouvernement », a-t-il martelé. Et d'ajouter que les syndicats prendront part aux commissions chargées de la mise en œuvre et du suivi du protocole et qu'en cas de non-respect des clauses, une reprise immédiate de la grève pourrait être décidée sans nouveau préavis. Les organisations syndicales de l'Education ont par conséquent appelé les enseignants à reprendre les cours à compter du lundi 5 janvier 2026. Un appel qui a été suivi sur toute l'étendue du territoire national.

Kaba Kankoula

Justice Condamné dans l'affaire du 28 septembre, Claude PIVI est décédé en détention

Le Parquet général près la Cour d'appel de Conakry a annoncé, dans un communiqué publié le 6 janvier 2026, le décès en détention de Claude Pivi, ancien haut responsable militaire guinéen. Il avait été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de vingt-cinq ans, pour crimes contre l'humanité liés aux événements du 28 septembre 2009 au stade de Conakry.



Selon le parquet, Claude Pivi a été reconnu coupable par jugement criminel n°019 du 31 juillet 2024 rendu par le Tribunal de première instance de Dixinn. La juridiction l'avait jugé responsable, en tant que commandant, des violences meurtrières commises lors du rassemblement politique de 2009, et avait également émis à son encontre un mandat d'arrêt à diffusion internationale.

Après une période de cavale consécutive à son évasion, l'ancien militaire a été interpellé puis incarcéré le 19 septembre 2024 à la maison centrale de Coyah,

pour l'exécution de sa peine. Durant sa détention, il souffrait de plusieurs pathologies chroniques, notamment le diabète, l'hypertension artérielle et la goutte, pour lesquelles il bénéficiait, selon les autorités judiciaires, d'un suivi médical régulier.

Le communiqué précise que la non-observance de son traitement médical a provoqué, le 4 janvier 2026, une hypoglycémie sévère, entraînant une dégradation rapide de son état de santé. Il a alors été évacué en urgence vers l'hôpital militaire du camp Al-

mamy Samory Touré, où il a été admis en soins intensifs. Malgré les soins prodigués, Claude Pivi est décédé le 6 janvier 2026, dans un coma hypoglycémique, selon le médecin traitant. Afin d'éclaircir les circonstances exactes du décès, le Parquet général a ordonné une autopsie médico-légale, conformément aux procédures en vigueur.

Cette autopsie a été requise par le Procureur de la République près le Tribunal de première instance de Coyah, à travers la réquisition n°011/P/PR/CYH/2026 du 6 janvier 2026. Les résultats seront communiqués ultérieurement.

Le Parquet général a enfin présenté ses condoléances attristées à la famille du défunt ainsi qu'au peuple de Guinée, assurant que l'opinion publique sera informée des suites de ce dossier sensible, étroitement lié à l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire récente du pays.

Samuel Demba. D

Présidentielle guinéenne

Deux candidats malheureux réagissent à la confirmation de la victoire de Doumbouya

C'est le dimanche 04 janvier 2026 que les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 28 décembre 2025 ont été proclamés par la Cour suprême, la plus haute juridiction du pays, qui n'a fait que confirmer les résultats provisoires préalablement publiés par la Direction générale des élections.



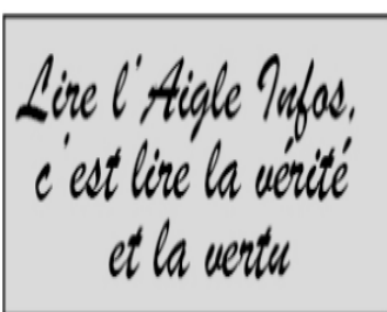
Après cette validation, nos confrères de Guineenews ont recueilli les réactions de certains candidats malheureux du scrutin présidentiel. C'est le cas par exemple de Ibrahim Abé Sylla, candidat de la Nouvelle Génération pour la République (NGR), qui a été classé 5^e à l'issue du scrutin présidentiel, avec 0,87%. Le natif de Kindia dit accepter les résultats proclamés et attribue sa position finale au calendrier jugé trop serré de la campagne électorale.

« En ce qui me concerne, je ne suis pas déçu du tout. Person-

nellement, il y avait une question de temps, 30 jours, ce n'est pas suffisant pour les élections, mais nous nous sommes battus et je félicite tous les autres candidats. Ce n'est pas le succès à 100%, j'ai toujours voulu gagner. Par exemple, en 2020, les élections, vous savez comment c'était, j'étais au premier tour, j'étais en deuxième position derrière Cellou Dalein et en 2010, j'étais parmi les cinq premiers. Honnêtement, en 30 jours, c'était impossible de sillonner tout le pays. Cette fois-ci, je n'ai pas eu suffisamment de temps et je respecte les résultats

», a martelé Ibrahim Abé Sylla, tout en faisant part de sa volonté à mettre son projet de société à la disposition du président élu, Mamadi Doumbouya. « Moi, j'étais venu avec un programme. Je contribuerai, je mettrai ça à la disposition du président élu s'il le veut. Nous allons essayer de développer, de redémarrer l'économie guinéenne et de sortir le pays de la léthargie », dira-t-il. Elhadj Bouna Keïta, candidat du Rassemblement pour une Guinée Prospère (RGP), est arrivé en 8^{ème} position avec 0,52%. Il a lui aussi réagi en ces termes : « C'est la Guinée qui gagne. Ce qui veut dire que le résultat qui a été donné, ça me fait plaisir et je suis très content pour la Guinée. Merci pour la Guinée, c'est la Guinée qui gagne »

Kéfina Diakité



“Coup d'Etat contre Alpha Condé”

Ce qu'Aboubacar Dansoko du RPG pense du livre publié par Tibou Kamara

L'ancien ministre Tibou Kamara vient de publier un livre intitulé “Coup d'Etat contre Alpha Condé”. Un livre particulièrement apprécié par Aboubacar Demba Dansoko, cadre du RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir) et soutien de l'ancien chef d'Etat renversé le 05 septembre 2021 par Mamadi Doumbouya, alors commandant du Groupement des Forces spéciales.



« Je pense que c'est un chef-d'œuvre, franchement, et c'est un Inside, quelqu'un de l'intérieur qui parle de ce qu'il connaît parfaitement. Donc je crois qu'effectivement Tibou est en train d'ouvrir, en tout cas d'éclairer les gens sur des points qui étaient jusque-là ignorés. Je n'ai pas pu lire l'intégralité du livre, mais je suis en train au fur et à mesure, et je sais que de toutes les façons c'était un proche du président Professeur Alpha Condé. », a déclaré Aboubacar Demba Dansoko, cadre du RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir) dans un entretien accordé au site Mosaiqueguinee.com.

Pour les observateurs attentifs de la scène politique guinéenne, ces témoignages inédits de l'ancien Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes entreprises permettent de faire une plongée dans les arcanes du pouvoir en Guinée. Selon le site d'informations, le livre de Tibou Kamara révèle, entre autres, les coulisses du coup d'Etat du 5 septembre 2021, une révolution de palais qui a renversé le professeur Alpha Condé peu après son élection controversée à un troisième mandat.

Kéfina Diakité



Mamadi Doumbouya, élu président

« Le vrai boulot commence » (Abdoulaye Kourouma, président RRD)

Le président du Rassemblement pour la Renaissance et le Développement (RRD) salue l'élection de Mamadi Doumbouya, à la présidence de la République. Ce candidat malheureux invite le nouveau président à se mettre au service du pays mais surtout à être rigoureux dans la gestion de la chose publique. Abdoulaye Kourouma, s'est exprimé dans votre hebdomadaire à travers une interview accordée à l'un de nos reporters.



L'Aigleinfos : Après la proclamation des résultats provisoires, vous avez assumé votre position. Ces mêmes résultats ont été confirmés par la Cour suprême. Qu'en pensez-vous ?

Abdoulaye Kourouma : Depuis avant la proclamation des résultats, nous avons reconnu notre défaite et nous avons félicité notre challenger. La Cour suprême n'a fait que confirmer ce que nous avons su depuis le départ. On ne peut que le féliciter et demander au peuple de Guinée de voir que nous avons une seule chose en commun, c'est notre patrie, la Guinée...

L'Aigleinfos : Dans son discours à la nation, le président élu a dit qu'aujourd'hui, il n'y a ni vainqueur ni vaincu, il n'y a qu'une seule Guinée, unie et indivisible. Comment vous trouvez cette déclaration ?

Abdoulaye Kourouma : Bien entendu, si vraiment un président démocratiquement élu ou un président élu n'a pas intérêt à diriger une partie du pays ou à diviser le peuple, s'il veut vraiment diriger dans la stabilité, dans la concorde, dans la quiétude sociale, le gouvernement a intérêt à tendre la main à ceux qui ont

voté pour lui et à ceux qui n'ont pas voté pour lui. Et c'est ce qu'il a fait. Pour moi, je crois que son appel est de la hauteur et c'est de la sagesse. C'est déjà un bon départ pour chacun de nous. Et nous aussi, nous sommes dans cet esprit de voir l'intérêt de la Guinée. Moi, je pense que le RRD l'a déjà dit, il s'est déjà mis à la disposition de sa nation.

L'Aigleinfos : Le Président Mamadi Doumbouya a dit que l'année 2026 qui s'ouvre sera celle du travail de la rigueur et de l'unité, de l'espoir ensemble. Nous écrivons une nouvelle histoire de notre peuple. C'est comme si tout ce qui était passé, il n'y avait pas d'histoire et c'est maintenant que les choses commencent. Est-ce que vous comprenez comme ça ?

Abdoulaye Kourouma : Moi, le seul mot que je retiens dedans, c'est de la rigueur. Je crois que nous devons lutter contre la corruption et nous devons gérer le pays avec de la rigueur quand même. Et vous avez vu que tout n'est pas rose en matière de gestion. Mais en fait, les gens pensent qu'ils ont droit à tout

lorsqu'on leur confie une responsabilité. Et pour moi, la rigueur a un peu manqué pendant la transition. Maintenant, nous sommes en face d'une situation qui est difficile, plus difficile que la transition parce que les partenaires techniques et financiers, ils ont des principes qui sont différents de période transitoire. Donc pour moi, le vrai boulot commence. Et là, il faut le faire avec de la rigueur.

L'Aigleinfos : Monsieur Abdoulaye Kourouma, connu pour sa constance et concentré sur son parti RRD, est-ce qu'aujourd'hui, il serait prêt à se mettre à la disposition de la nation si on lui proposait un poste ministériel ?

Abdoulaye Kourouma : Nous, notre objectif, c'est le bien-être de la population. Nous avons évolué pendant la période transitoire pour préparer une élection que nous n'avons pas gagnée. Pour nous, il ne sert à rien de s'inscrire dans une opposition négative. Si tu peux apporter quelque chose pour ton pays, et si c'est vrai que le pays a besoin de toi, je pense qu'on ne fait pas d'obsession pour toujours continuer à travailler pour notre pays comme on l'a toujours fait. Pour moi, il n'y a pas de problème, il n'y a pas de débat à ce niveau. Qu'est-ce qui va nous empêcher d'être au service de notre nation ?

L'Aigleinfos : À votre avis, est-ce que quelque chose n'a pas manqué dans ce discours du

nouveau président, Mamadi Doumbouya ? Parce qu'il n'a pas parlé des opposants exilés. Cette expression n'a pas manqué dans ce discours ?

Abdoulaye Kourouma : Non. S'il y a exilés politiques, là, vous me l'apprenez, je ne sais pas si politiquement nous avons encore des exilés. Si vous parlez de Cellou Dalein Diallo, moi je pense que Cellou n'a pas été empêché de rentrer au pays. Je pense comme ça, parce que moi, j'en ai eu la chance de déjeuner à plusieurs reprises avec celui-ci à l'international : Dakar et ailleurs. On a toujours parlé de sa rentrée. Je lui ai toujours dit de venir en Guinée et affronter les réalités.

L'Aigleinfos : Et le cas des portés disparus qui a été omis ?

Abdoulaye Kourouma : Ça, ça ne relève pas de ma compétence, ce débat-là, est d'ordre juridique et sécuritaire quand même. Mais tout ce qui va à l'encontre de la loi, je condamne fermement. Tout ce qui ne respecte pas les principes de la loi, mon parti et moi-même, nous les condamnons.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur le Président du RRD !

Abdoulaye Kourouma : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



Culture 2025

Entre progrès et défis, Mamadou Thug fait le point

En 2025, la culture guinéenne a connu des avancées notables, notamment sur le plan législatif et événementiel. Pour Mamadou Thug, conseiller et acteur culturel, des acquis importants ont été enregistrés, même si des défis subsistent. Dans cet entretien accordé à Aigleinfos, il revient sur les progrès réalisés, l'engagement des artistes et les attentes pour 2026.



L'Aigleinfos : Quel regard portez-vous sur l'évolution de la culture guinéenne en 2025 ?

Mamadou Thug : L'année dernière, la culture a évolué plus ou moins bien, avec beaucoup d'aspects concrets et visibles, aussi bien sur le plan de la législation que sur celui de l'action. C'est quelque chose qu'il faut féliciter et saluer. C'est à l'actif du président, du département de tutelle, mais aussi de la législation guinéenne, qui est la deuxième institution de la République.

L'Aigleinfos : Vous avez parlé de législation. Pouvez-vous

nous en dire plus ?

Mamadou Thug : Sur le plan législatif, cette année, nous avons réussi à voter quatre lois très importantes pour le monde de la culture : la loi sur le cinéma, la loi sur le spectacle, la loi sur la musique et la percussion, et la loi sur le statut de l'artiste. Rien que cela constitue déjà une grande réussite pour le secteur culturel.

L'Aigleinfos : Quel regard portez-vous sur l'engagement des artistes dans la valorisation de la musique guinéenne ?

Mamadou Thug : Personnel-

lement, je n'aime pas citer des personnes. Aujourd'hui, les artistes de tous bords travaillent. Il faut plutôt citer les projets. À titre d'exemple, la Guinée a organisé, pour une grande première, la Coupe d'Afrique du Slam. Elle a également organisé la troisième édition du Festival du Film Awards, au cours de laquelle nous avons reçu l'Étalon d'or du cinéma africain au FESPACO.

Il y a aussi les grands événements auxquels la Guinée a participé ou qu'elle a elle-même organisés. On peut citer, par exemple, la participation de la Guinée au festival organisé par Magic System. La délocalisation du Festival national des arts et de la culture à Koundara a également eu un impact important.

À cela s'ajoutent la Biennale de la culture, les différents festivals et foires culturelles organisés à l'intérieur du pays, comme le Festival de Labé. En 2025, la Guinée a aussi réussi à labelliser le LEPI Made in Guinée.

Par ailleurs, plusieurs artistes guinéens se sont illustrés, remplissant des stades aussi bien en Guinée qu'à l'étranger. L'impact est visible et cela prouve qu'il faut investir davantage dans la culture, car ce qu'elle apporte et rapporte est considérable.

Il y a également des artistes et des œuvres qui ont remporté des trophées, comme le film Le Cimetière de la pellicule. En 2025, beaucoup d'événements ont connu du succès. Bapa Omar, par exemple, a réussi, pour une grande première, à faire un spectacle solo d'humour au Palais du Peuple.

Aujourd'hui, les artistes ont compris. Au ministère de la Culture, même si le ministre n'est pas un artiste, nous avons eu la chance d'avoir un passionné. Moussa Moïse est un passionné de culture, et c'est cette passion qui fait avancer les choses. Certes, il y a encore des manques, mais ce sont des insuffisances qu'il faut combler, surtout après l'élection et l'investiture du président de la République.

L'Aigleinfos : On remarque que certains artistes s'impliquent de plus en plus dans la politique. Est-ce une obligation ou une contrainte ?

Mamadou Thug : Pour moi, les artistes peuvent aller sur n'importe quel plateau politique. Les hommes politiques recherchent du public, et ce public est souvent mélomane. De la même manière que le politique loue des chaises, une sonorisation ou imprime des supports de campagne, il a aussi le devoir de payer les services de l'artiste.

L'artiste n'est pas obligé de soutenir un candidat. Soutenir est un choix. Mais venir faire ce qu'il sait faire, ce que le public aime, c'est

vendre un service. Aujourd'hui, beaucoup d'artistes ont pu bénéficier des campagnes électorales, car il y a un budget prévu à cet effet. Certains ont gagné des cachets importants. C'est leur travail, et ils vivent de cela.

L'Aigleinfos : Pour finir, quelles sont vos attentes pour la culture guinéenne en 2026 ?

Mamadou Thug : En 2026, nous souhaitons d'abord que démarre enfin un projet que tout le monde attend : un vrai et digne palais de la culture pour la Guinée. Ce rêve doit passer à l'action. Il faut quitter les mots pour aller vers l'action.

Ensuite, au-delà de Conakry, il faut réussir à implanter des espaces de diffusion, de création et d'apprentissage à l'intérieur du pays. La relance des orchestres nationaux est aussi une priorité. Mais relancer ne signifie pas seulement acheter du matériel. Il faut former les acteurs, les remobiliser et leur donner un véritable statut. Le ministère a encore beaucoup de travail à faire. C'est ce que je demande au président élu, Mamadi Doumbouya, et à son ministre de la Culture.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur le Conseiller, et également acteur culturel !

Mamadou Thug : C'est un devoir !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Scrutin présidentiel en Guinée Mamadi Doumbouya félicité par Macron et Xi Jinping

Suite à la validation, par la Cour suprême de Guinée, de sa victoire à la présidentielle du 28 décembre dernier, Mamadi Doumbouya a été félicité dans la foulée par les présidents français et chinois.



A en croire les médias français, le président Emmanuel Macron se serait entretenu dimanche 04 janvier, dans la soirée, avec le vainqueur du scrutin qui n'est autre que l'actuel locataire du Palais Mohammed V.

Le chef de l'État français aurait mis cette occasion à profit pour adresser ses félicitations à l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales pour son élection qui, à ses yeux, constitue une étape décisive vers l'achèvement de la transition. Pour rappel, depuis l'arrivée au pouvoir du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), le 5 septembre 2021, les relations franco-guinéennes se sont nettement améliorées dans divers domaines. Emmanuel Macron a fait part de sa détermination à renforcer le

partenariat bilatéral dans l'intérêt des deux pays liés par l'histoire. Le président de la République Populaire de Chine, Xi Jinping, n'a pas tardé lui aussi à féliciter le dimanche 4 janvier 2026, le vainqueur de la présidentielle guinéenne, Mamadi Doumbouya. Le président chinois a tenu à rappeler que la Guinée a été le premier pays d'Afrique subsaharienne à avoir établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine.

« Les deux parties ont longtemps privilégié le respect mutuel, l'égalité et l'intérêt réciproque et se sont soutenues mutuellement sur les questions impliquant leurs intérêts fondamentaux et leurs préoccupations majeures respectives (...). », a indiqué Xi Jinping qui dit attacher « une grande importance au développement des relations sino-guinéennes et qu'il était prêt à travailler avec Doumbouya pour approfondir le partenariat stratégique global de coopération entre les deux pays, afin d'apporter une contribution accrue à l'amélioration du bien-être des deux peuples et à la promotion de la solidarité au sein du Sud global. »

Kéfina Diakité

Téléphonie Les causes d'une perturbation du réseau Orange Guinée

Une perturbation du réseau d'Orange Guinée est survenue dans la journée du mardi 6 janvier 2026. Ce qui a causé de nombreux désagréments à tous acteurs du secteur. Mais l'on apprend que cet incident aurait été provoqué par une coupure de la fibre optique liée à des travaux routiers en cours à Conakry.



Les perturbations du réseau téléphonique sont devenues monnaie courante en Guinée, au grand des pauvres consommateurs qui n'ont que leurs yeux pour pleurer. Le dernier cas en date est cette perturbation du réseau d'Orange, survenue dans la journée du mardi 6 janvier 2026. Ce qui a causé de nombreux désagréments à tous acteurs du secteur. Mais l'on apprend que cet incident aurait été provoqué par une coupure de la fibre optique liée à des travaux routiers en cours à Conakry. Il faut dire que les consommateurs ont été surpris par cet incident majeur au

niveau du réseau d'Orange Guinée. A en croire Abdoulaye Barry, secrétaire général de la Fédération syndicale autonome des télécommunications (FESATEL), par ailleurs travailleur à Orange Guinée, une telle panne entraîne l'arrêt de l'ensemble du réseau de la société.

« On a aussi constaté, comme tout le monde, cette coupure. Selon les informations que nous avons officiellement reçues, c'est la fibre optique qui a été coupée au niveau de Cosa, c'est-à-dire la ligne Sonfonia-Dar-Es-Salam, ainsi que la ligne Kakimbo-Kipé. On ne comprend pas ce qui a

occasionné cela. Parce que, s'il y a une coupure comme ça, ça veut dire que c'est tout le réseau d'Orange qui se ferme. Le backup a été coupé, ainsi que la liaison principale : tout est parti. C'est indépendant de nos ingénieurs, et ce n'est pas un problème lié à nos équipements. Nos ingénieurs ne gèrent pas les infrastructures », a-t-il indiqué.

Au moment où l'on mettait cette dépêche en ligne, l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARPT) et le ministère des Infrastructures et des Travaux publics n'avaient pas fait de communication par rapport à cet incident. Cette panne relance à nouveau le débat sur les désagréments à répétition auxquels les Guinéens sont confrontés dans le secteur stratégique de la téléphonie.

Kaba Kankoula



Vœux de nouvel an à Kindia

Ce que le gouverneur a demandé aux préfets de la région

Le mardi 06 janvier 2026, selon le site Mediaguinee, à l'occasion de l'adresse des vœux du nouvel an, le gouverneur de la région administrative de Kindia a rencontré les cinq préfets de la région, plusieurs cadres régionaux ainsi que les notabilités locales. Une occasion qu'il a mise à profit pour présenter les grandes lignes et les nobles missions désormais dévolues à chaque préfecture de la région.



« Au cours de cette rencontre, nous avons profité de la présence de l'ensemble des préfets ainsi que des cadres régionaux pour décliner les grandes lignes et les nobles missions désormais dévolues à chaque préfecture. Après leur avoir souhaité la bienvenue, nous avons indiqué qu'au niveau de la préfecture de Kindia, le constat révèle la récurrence des accidents de circulation sur la route nationale. À cet effet, nous avons demandé à Monsieur le préfet et à l'ensemble des cadres régionaux et préfectoraux concernés par la gestion routière de s'impliquer afin que nous assistions à une diminution drastique de ces accidents mortels qui endeuillent régulièrement les familles. Alors que l'État a déboursé d'importants montants pour la construction des routes, ce n'est pas pour endeuiller les populations. Ce n'est donc pas

l'indiscipline des conducteurs et des usagers qui fera reculer l'État dans l'exercice de sa mission régaliennne. Il appartient désormais au préfet de Kindia, à ses cadres et aux acteurs de la route, sous mon appui, de faire en sorte que les accidents de la circulation diminuent sur les axes Kindia-Mamou et Conakry-Kindia. », a expliqué le gouverneur de région Mamadou Camara.

Parlant de la route de Kindia-Télimélé, il dira ceci : « Nous avons demandé au préfet de Télimélé d'entamer des démarches, naturellement sous ma responsabilité et avec mon accompagnement. Lors de nos visites, nous avons constaté l'inacceptabilité de la situation que vivent les collectivités de Télimélé. Ce sont des citoyens guinéens qui ont droit à la vie et à des routes praticables. Nous avons demandé au préfet de faire en sorte que les dé-

marches soient engagées pour que la construction de la route Kindia-Télimélé devienne une réalité, sous son mandat et sous le mien en tant que gouverneur, afin que ces collectivités vivent dans la paix, la solidarité et la cohésion sociale. L'administration a l'obligation de se rapprocher de ses populations pour travailler ensemble. ».

Aux préfets de Coyah, Dubréka et Forécariah, il a lancé : « Nous avons demandé que le travail de l'administration préfectorale ne se limite pas uniquement à la résolution des conflits domaniaux. Les services de l'Habitat doivent prendre des dispositions pour éviter les lotissements sur les flancs des montagnes, qui poussent les citoyens à quitter les plaines pour construire dans des zones à risques. Ces pratiques provoquent régulièrement des problèmes, notamment lors des périodes de crues et d'inondations, entraînant parfois des catastrophes. Voilà pourquoi nous avons décliné les grandes lignes de nos priorités communes. »

Mamadou Oury

Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

Promotion du show-biz en Guinée

Un hommage mérité rendu à Hadja Rougui Baldé

Le vendredi 02 janvier 2026, l'esplanade du palais du peuple a servi de cadre à une cérémonie d'hommage à Hadja Rougui Baldé, fondatrice de la maison "Gris-Gris Productions".



Le ministère de la Culture et de l'Artisanat tient désormais à célébrer toutes celles et tous ceux qui, de leur vivant, ont œuvré pour le rayonnement culturel de la Guinée. Ainsi, le vendredi 02 janvier, l'esplanade du palais du peuple a servi de cadre à une cérémonie d'hommage à Hadja Rougui Baldé, fondatrice de la maison "Gris-Gris Productions". C'était en présence de certaines personnalités, notamment les anciens ministres Justin Morel Junior et Fodeba Isto Keira.

A cette occasion, Hadja Rougui Baldé a reçu des mains du ministre Moussa Moïse Sylla un chèque de 30 000 dollars US, un satisfecit pour services rendus à la nation et une carte de prise en charge sanitaire à vie.

Ibro Diabaté, Lamah Sidibé et Djelike Kouremady ont eu à faire des prestations artistiques.

« Il faut remercier les autorités et remercier Allah de m'avoir donné la chance d'être là aujourd'hui pour célébrer ce jour », a réagi Hadja Rougui Baldé.

Dans son intervention de circonstance, le ministre de la Culture et de l'Artisanat, Moussa Moïse Sylla, a déclaré : « Le président Mamadi Doumbouya a tenu à ce que cette soirée ait lieu. C'est une reconnaissance amplement méritée. Cette maman a puisé dans son épargne personnelle pour sortir de l'ombre des artistes devenus aujourd'hui des légendes. Il n'y a pas de culture sans reconnaissance, car c'est par elle que passe la transmission, sève nourricière de notre identité ».

Pour sa part, l'ancien ministre Justin Morel Junior a rappelé le rôle joué par Gris-Gris Productions par le passé. « Ensemble, nous avons bâti des bases solides. Elle a produit Ibro Diabaté, Missia Saran, Bill de Sam et tant d'autres. Célébrer nos bâtisseurs de leur vivant est l'acte le plus noble qui soit ».

Fodeba Isto Keira a quant à lui lancé un appel contre l'hypocrisie sociale et les honneurs à titre posthume rendus aux illustres citoyens.

« Cette cérémonie est la meilleure illustration du slogan : s'inspirer du passé pour construire l'avenir ensemble », a-t-il martelé.

Kaba Kankoula



Enlèvement de Maduro par Trump

« Ça peut ouvrir des appétits ailleurs » (M'Bemba Bah, analyste géopolitique)

L'enlèvement et l'inculpation du président vénézuélien, Nicolas Maduro par le président américain, Donald Trump crée de l'émoi dans le monde entier. Ce coup de force contre un président sur son territoire est perçu comme une violation du droit international. De l'avis de Ibrahima M'Bemba Bah, analyste géopolitique, les Etats du tiers-monde devraient avoir peur désormais des grandes puissances puisque ce qui s'est produit à Caracas ressemble à la loi du plus fort contre les faibles.



L'Aigleinfos : Comment analysez-vous l'arrestation de Nicolas Maduro, un chef d'État en exercice sur le territoire de son propre pays par une puissance étrangère ?

Ibrahima M'Bemba Bah : C'est surprenant. Ça veut dire qu'aujourd'hui, dans les relations in-

ternationales, la question du droit international ne prévaut pas sur l'hégémonie des puissances occidentales sur les quatre coins du monde. Quelque part, c'est une grande frayeur que cela suscite vis-à-vis de tous les pays qui ont des moyens limités par rapport à leur défense, notamment le Tiers-monde, c'est-à-dire l'Afrique,

l'Asie du Sud-Est et notamment l'Amérique latine.

L'Aigleinfos : Cette opération américaine contre Nicolas Maduro peut-elle créer un précédent dangereux pour la souveraineté des États, notamment en Amérique latine et en Afrique ?

Ibrahima M'Bemba Bah : Oui, ça peut créer un précédent dangereux. Ça peut ouvrir aussi des appétits ailleurs. Aujourd'hui, si la Chine décide d'annexer Taïwan, je ne pense pas que les États-Unis auront quelque chose à dire. La même chose si la Russie fait des incursions dans les pays baltes que sont l'Estonie, la Lettonie ou bien encore la Moldavie. Ça peut encore davantage fragiliser la paix et la sécurité mondiale un peu partout.

L'Aigleinfos : La réaction de la présidente par intérim du Venezuela, qui se dit prête à coopé-

rer avec Washington, change-t-elle la donne diplomatique et politique dans ce dossier ?

Ibrahima M'Bemba Bah : Je pense qu'elle n'a pas qu'une autre alternative que de se dire prête à coopérer avec Washington, d'autant plus qu'on a vu les menaces de Donald Trump. Elle a dit si elle continue ou bien si elle résiste, son sort sera plus douloureux que celui qu'a subi Nicolas Maduro. Donc c'est une présidente affaiblie, c'est vrai, elle va faire semblant de tenir tête pour ne pas perdre totalement la face en termes d'image, en termes de communication. Mais dans les faits, aujourd'hui le Venezuela n'a aucun moyen de défense, tous les moyens aériens ont été détruits, toutes les forces terrestres ont été complètement affaiblies avec des soldats qui ont été tués. Donc pour le moment, le Venezuela est à la merci des États-Unis. La présidente ne peut pas faire autrement que de se dire prête à coopérer avec Washington.

L'Aigleinfos : Cette affaire peut-elle avoir un impact sur le rôle et la crédibilité des Nations unies dans la gestion des crises internationales ?

Ibrahima M'Bemba Bah : Cette institution internationale est af-

faiblie complètement par le fait qu'elle n'arrive pas à avoir une influence sur le cours des événements, notamment sur les membres du Conseil de sécurité. La question palestinienne, on sait comment elle a été gérée jusqu'à par les Nations unies, malgré plus de 700 résolutions des Nations unies prises et rien n'y fit. L'Israël continue à massacrer les Palestiniens, son territoire à 70% est contrôlé par l'État d'Israël, donc l'ONU n'a pas vraiment de crédibilité aujourd'hui. Donc c'est une institution qui mérite d'être réformée, réorganisée et qu'on se mette dans des principes où chaque État s'engage à respecter véritablement le droit international, notamment la Charte des Nations unies, surtout les principes. Ça crée de nombreux coups à la force pour la résolution des différends, mais également le respect de l'intégrité des territoires souverains, quelle que soit la taille des États ou des pays qui sont face à face.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Ibrahima M'Bemba Bah, analyste géopolitique !

Ibrahima M'Bemba Bah : C'est moi qui vous remercie.

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Conakry

La famille du regretté Daouda Taban Sylla de la RTG reçoit les clés d'une maison, à Kobaya-village

Selon nos confrères de Mediaguinee, le mercredi 7 janvier 2026, à Kobaya village, un duplex de cinq chambres a été officiellement remis à la famille du journaliste Daouda Taban Sylla, décédé le 15 août par suite maladie en Tunisie. C'était au cours d'une cérémonie marquée par des témoignages des autorités, collègues, proches et habitants



« Au nom de l'ensemble des travailleurs de la RTG, au nom du mouvement syndical et à mon nom personnel, je vous exprime notre gratitude pour ce geste de haute portée sociale qui restera gravé dans la mémoire collective de notre institution. Chers enfants, chère épouse et chers parents de notre regretté Taban Sylla, cette maison est plus qu'un simple toit. Elle est le symbole de l'amour de la nation pour votre père, pour votre époux, pour votre fils. C'est aussi le témoignage que son combat et son engagement n'ont pas été vains. Le syndicat, l'administration générale de la RTG, l'ensemble des travailleurs de la RTG resteront à votre côté. » a déclaré Sâa Martin Fassinadouno, secrétaire général du Syndicat de la RTG. Dans son intervention de circonstance, Fana Soumah, ministre de

l'Information et de la Communication, a indiqué : « C'est avec une profonde émotion et un immense respect que nous nous réunissons aujourd'hui pour saluer un geste d'une portée symbolique exceptionnelle, qui dépasse le cadre matériel et touche au cœur même de notre humanité. En offrant une villa entièrement équipée et une prise en charge intégrale des frais de scolarité de deux enfants du journaliste feu Daouda Taban Sylla, le Président Mamadi Doumbouya, rappelle à chacun de nous que la grandeur d'un Chef d'État ne se mesure pas seulement à ses décisions politiques, mais aussi à sa capacité à incarner la solidarité, la compassion et la reconnaissance qui honore la mémoire de ce serviteur de la vérité et de l'information. (...) À travers ce geste, le Président Mamadi Doumbouya

nous enseigne que la Nation est une famille, et qu'aucun de ses membres ne doit être abandonné dans la douleur. »

Quant au ministre du Plan et de la Coopération internationale, Ismaël Nabé, il a tenu à rappeler la dimension professionnelle et humaine du regretté Daouda Taban Sylla. « Daouda était plus qu'un journaliste, il était une voix, il était une plume, mais aussi une mémoire vivante au service de notre pays et de son rayonnement, reporter et producteur de la RTG affecté auprès de notre ministère. (...) Ses reportages d'une qualité rare resteront gravés dans nos mémoires. Il fut un collaborateur d'exception, un collaborateur de méthode, mais aussi un collaborateur dynamique et disponible. », dira-t-il.

Au nom de la famille, Daouda Fangama Camara, a déclaré : « Que Dieu pardonne au défunt, nous sommes vraiment contents du gouvernement surtout du président Mamadi Doumbouya. (...) Aujourd'hui, personne ne savait que Taban pouvait avoir une maison mais quand Dieu l'a voulu, il est passé par le président Mamadi Doumbouya, pour le faire. Nous sommes vraiment contents, merci à eux, que Dieu les protège, nous vous confions davantage la famille et ses enfants. » Des propos rapportés par Mediaguinee.

Mamadou Oury

Message de Nouvel An 2026 Unité, éthique et renouveau



1- Au Peuple de Guinée : La voix de la liberté

« Citoyennes et citoyens de Guinée, Au nom de tous les éditeurs de la presse indépendante, je vous souhaite une année 2026 de paix et de concorde. L'AGEPI est le témoin de votre histoire. En cette année qui commence, nous prenons l'engagement de rester les sentinelles de la démocratie. Une presse libre, responsable et économiquement forte est le socle d'une nation prospère. Nous continuerons à vous informer avec rigueur et impartialité. »

2- À tous les membres de l'AGEPI : «Une seule famille, un seul destin»

« Mes chers confrères, membres de l'AGEPI sans exception, Je vous adresse mes vœux les plus chaleureux de santé, de créativité et de succès pour vos entreprises de presse respectives.

Je sais que notre association traverse une zone de turbulences.

Mon élection le 29 novembre dernier exprime une volonté de changement. Si le dossier est aujourd'hui à la DCPJ, c'est pour garantir que notre patrimoine et nos cotisations ont été gérés dans l'intérêt de tous. Ce n'est pas un combat d'individus, mais un combat pour la transparence. À l'équipe sortante de Dame Aminata Camara, comme à chaque membre, je tends une main fraternelle. L'AGEPI appartient à ses membres, pas à un bureau. Passée l'épreuve de la justice, nous devons nous retrouver pour défendre nos intérêts communs face aux défis du numérique et de la viabilité économique de nos médias. »

Mamadou Aliou Diakité, Président de l'AGEPI.



ALERTE

AGEPI, Les manœuvres désespérées d'un bureau sortant aux abois

Alors que l'Association Guinéenne des Éditeurs de la Presse Indépendante (AGEPI) a tourné la page le 29 novembre dernier en élisant Mamadou Aliou Diakité à sa présidence, l'ancienne équipe dirigée par Dame Aminata Camara s'illustre par des méthodes de gestion décriées. Entre dilapidation de fonds et campagnes de désinformation, plongée dans les coulisses d'une transition sous haute tension.

Par La Rédaction

Rien ne semble pouvoir arrêter la chute de l'ancien bureau de l'AGEPI. Selon des sources concordantes et proches du dossier, une somme soustraite des 100 millions de francs guinéens serait actuellement utilisée par la présidente sortante, Dame Aminata Camara, pour financer une campagne de communication de la « dernière chance ».

Une «opération survie» sur le dos des éditeurs

Plutôt que de procéder à une passation de service républicaine et transparente, le bureau sortant a choisi la stratégie de la terre brûlée. Des messages jugés « tordus » et mensongers fleurissent depuis quelques jours sur plusieurs grands sites d'information du pays. L'objectif ? Tenter de discréditer la nouvelle équipe élue et masquer une gestion que de nombreux membres qualifient aujourd'hui d'« opaque et truffée de dérives ».

Le dossier désormais entre les mains de la DCPJ

Malgré ces tentatives de diversion médiatique, la réalité juridique rattrape les anciens dirigeants. L'af-

faire est désormais officiellement pendante devant la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ). Les griefs sont lourds : refus de coopération, gestion suspecte des actifs et entrave au fonctionnement d'une institution clé de la démocratie guinéenne.

Le nouveau bureau, dirigé par Mamadou Aliou Diakité, occupe déjà les locaux de l'association pour sécuriser les archives et le matériel restant.

Un appel à la vigilance des annonceurs et partenaires

La nouvelle direction de l'AGEPI appelle les partenaires techniques et financiers, ainsi que les autorités de régulation, à ne plus reconnaître aucune signature ou engagement pris par Dame Aminata Camara au nom de l'association.

En ce début d'année 2026, l'AGEPI amorçe sa refondation. L'heure est à l'audit, à la vérité des comptes et à la restauration de l'image de marque des éditeurs de presse. La justice, quant à elle, suit son cours et devra faire la lumière sur la destination des fonds volatilisés.

Dossier à suivre.

CAN 2025

Les quarts de finale les plus relevés de l'histoire?

Mali-Sénégal, Égypte-Côte d'Ivoire, Cameroun-Maroc, Nigeria-Algérie, les quarts de finale de la CAN 2025 sont alléchants. Uniquement composées de nations du top 10 africain, ces affiches sont-elles les plus relevées de l'histoire du tournoi ?

AFRICA CUP OF NATIONS 2025			
QUARTER-FINALS			
MALI	09/01	SENEGAL	
CAMEROON	09/01	MOROCCO	
ALGERIA	10/01	NIGERIA	
EGYPT	10/01	CÔTE D'IVOIRE	

Le Maroc a vendu la CAN du siècle. Avec la qualification de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Maroc, de l'Algérie, de l'Égypte, du Nigeria, du Mali et du Sénégal, le tableau des quarts de finale de la compétition pourrait bien donner un coup de pouce au royaume pour en faire une édition mémorable. Habituellement, une ou deux sélections viennent jouer les trouble-fêtes à ce stade du tournoi. Cette année, la vraie surprise, c'est qu'il n'y en a pas : toutes les têtes d'affiche du continent sont au rendez-vous. Et les rares qui ne le sont pas (RDC, Tunisie) ont elles-mêmes été éliminées par d'autres grosses nations en huitièmes de finale. Les huit qualifiés figurent tous dans le top 10 des nations afri-

caines au classement FIFA. Depuis que la CAN est passée à 24 équipes en 2019, impossible de trouver des quarts de finale aussi denses. Comment oublier les parcours du Cap-Vert et de l'Angola en 2023, de la Guinée équatoriale et de la Gambie en 2021, ou encore du Bénin et de Madagascar en 2019 ? Autant de sélections qui, faute de ramener la coupe à la maison, ont fait vibrer leurs supporters avec des résultats qui ont pris tout le monde de court.

Gabon 2017 et Ghana 2008

Pour essayer de retrouver un tableau aussi relevé qu'en 2025, il faut revenir à 2017, au Gabon. À l'époque, la CAN se disputait encore à 16, et présentait des quart de finalistes très solides sur le papier : Burkina Faso, Tunisie, Égypte, Maroc, Sénégal, Cameroun, RDC et Ghana. Aussi solides qu'en 2025 ? Pas certain, car à cette époque, les nations africaines étaient moins bien classées par la FIFA. Le Sénégal, meilleure nation africaine en 2017, était classée 33e, contre une belle 11e place pour le Maroc

aujourd'hui.

En additionnant les classements FIFA des quart de finalistes de la CAN 2017, on obtient 381. Pour les quart de finalistes de 2025, le compteur affiche 289. Une sacrée différence qui illustre bien la progression globale du football africain, au moins au niveau de ses représentants les plus importants.

S'il est possible de retrouver des tableaux relevés en quarts en remontant encore plus loin dans le temps, comme en 2008 au Ghana par exemple, le constat est le même. Le niveau de la CAN est plus haut en 2025 qu'en 2008. On peut donc avancer sans risque que les quarts que nous offre cette édition marocaine sont probablement les plus costauds de l'histoire. Reste à voir si ces affiches nous offriront un grand spectacle ou des matchs fermés entre cadors qui se craignent.

RFI

Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

GUINEE BILAN 2025



1- Plan Politique : Le Sacre de la «Génération pour la Modernité»

L'agenda politique de 2025 a été dominé par le retour à l'ordre constitutionnel, mais selon une trajectoire tracée par le CNRD.

- **Le Référendum constitutionnel (21 septembre 2025)** : Les Guinéens ont adopté une nouvelle Constitution instaurant un régime présidentiel fort et un parlement bicaméral. Ce texte a été critiqué par l'opposition pour

avoir permis au chef de la transition de se porter candidat.

- **L'élection présidentielle (28 décembre 2025)** : Après avoir levé le doute sur ses intentions, le général Mamadi Doumbouya s'est présenté sous les couleurs du mouvement GMD (Génération pour la Modernité et le Développement). Le scrutin, boycotté par une partie de l'opposition historique (UFDG, RPG), a vu la victoire du général, consolidant son pouvoir pour les années

à venir.

• Tensions et répression

L'année a été marquée par des appels répétés de l'ONU et des ONG (Amnesty, HRW) dénonçant des intimidations préélectorales, la suspension prolongée de certains partis et la disparition non élucidée de figures de la société civile.

2. Plan Économique : Le «Géant» Simandou s'éveille

Sur le plan macroéconomique, la Guinée a affiché une santé insolente, portée par un secteur minier en pleine effervescence.

- **Simandou en production** : Novembre 2025 a marqué un tournant historique avec l'entrée en production des premiers gisements de fer de Simandou. Ce projet titanesque a propulsé la croissance du PIB au-delà des 6 %, plaçant la Guinée parmi les économies les plus dynamiques d'Afrique.

- **Rebasage du PIB** : Grâce à un nouveau calcul de

ses agrégats économiques, la Guinée est officiellement passée dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), avec un revenu par habitant dépassant désormais les \$2,000\$ (selon les nouvelles bases).

- **L'Envers du décor** : Paradoxalement, la fin des grands travaux de construction à Simandou a provoqué des milliers de licenciements en fin d'année. L'inflation, bien que stabilisée autour de 10 %, continue de peser sur le panier de la ménagère, soulignant le défi de la «croissance inclusive».

3. Plan social : Un contraste entre modernisation et fragilités

Le bilan social est plus contrasté, entre avancées numériques et crispations sur les droits fondamentaux.

- **Digitalisation** : Le lancement de Trésor Pay et la poussée de l'inclusion financière via la monnaie électronique ont facilité le quotidien de millions de Guinéens, réduisant la corruption

dans les services publics.

- **Liberté de la presse** : L'année 2025 a été difficile pour les médias indépendants, avec le maintien de restrictions sur certains canaux d'information et radios privées, justifiées par les autorités pour des raisons de «sécurité nationale».

- **Énergie et services** : Malgré des investissements massifs, des délestages résiduels ont persisté, particulièrement durant la période de soudure, provoquant des manifestations sporadiques dans les quartiers périphériques de Conakry.

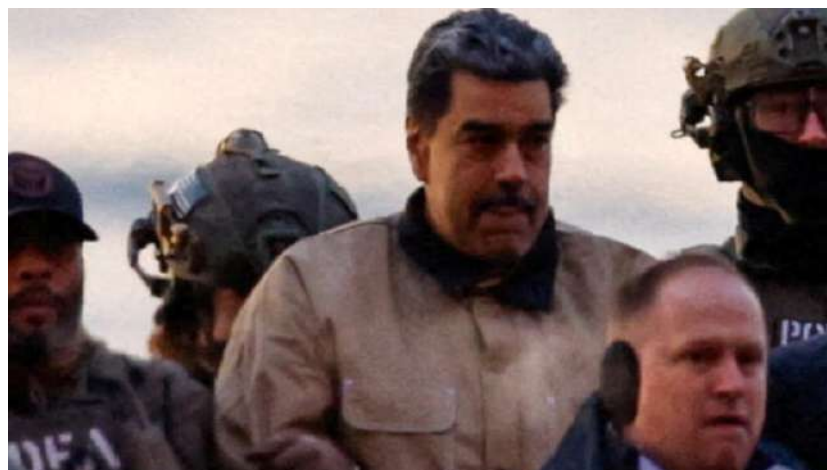
Conclusion et perspectives 2026

La Guinée sort de 2025 avec un nouveau cadre institutionnel et un moteur économique (Simandou) prêt à tourner à plein régime. Le grand défi de 2026 sera la réconciliation nationale : le nouveau président devra transformer sa victoire électorale en légitimité sociale en apaisant les tensions avec l'opposition et en redistribuant plus équitablement les richesses minières.

Venezuela

L'enlèvement sans précédent de Maduro

L'enlèvement sans précédent dans les annales du monde, de la manière dont cela s'est produit, du président vénézuélien Nicolas Maduro constitue non seulement une intervention militaire dans un pays souverain et indépendant en violation des principes du droit international, mais aussi un avertissement clair à la planète entière. Un avertissement à tout dirigeant insubordonné de chaque pays.



Le 3 janvier 2026 déjà, lors d'une conférence de presse concernant l'opération militaire et l'arrestation de Maduro, le président américain Donald Trump a proféré des menaces contre le président colombien Gustavo Petro, déclarant : «Il ferait bien d'être prudent».

Dans le même temps, le président américain a laissé entendre que Cuba pourrait être un sujet de discussion dans le cadre de la politique américaine plus large dans la région, soulignant ainsi la capacité de Washington à étendre son champ d'action au-delà du Venezuela.

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a même déclaré que le gouvernement cubain devrait s'inquiéter après l'arrestation de Maduro. Il a notamment affirmé : «Si je vivais à La Havane et que j'étais membre du gouvernement, je serais au moins inquiet», ajoutant que «Cuba est un désastre» et que le pays est «dirigé par des hommes incompetents et dépravés».

L'histoire des États-Unis est par ailleurs marquée par de nombreuses interventions impérialistes, tant territoriales qu'interventionnistes, dans d'autres pays. Plus précisément, on dénombre environ 400 interventions depuis

1776, date à laquelle le Second Congrès continental adopta la Déclaration d'indépendance le 4 juillet, proclamant l'indépendance des treize colonies américaines vis-à-vis de l'Empire britannique, un événement qui marqua la fondation officielle des États-Unis d'Amérique.

Qui pourrait oublier que, du 15 au 19 avril 1961, 1 400 combattants anticastristes, entraînés et financés par la CIA, tentèrent de débarquer à la baie des Cochons, à 250 kilomètres de La Havane, sans parvenir à renverser le régime communiste cubain. Ces combats firent une centaine de morts de chaque côté.

«Avec la victoire de Salvador Allende aux élections du 4 septembre 1970 au Chili et la présence déjà de Fidel Castro à Cuba, nous allons nous retrouver avec un sandwich rouge en Amérique latine qui deviendra inévitablement entièrement rouge», craignait Richard Nixon, et sa crainte fut bientôt confirmée par les résultats des élections.

Face à cette réalité déplaisante pour les États-Unis, une solution s'imposait. Elle fut trouvée le matin du 11 septembre 1973, lorsqu'un coup d'État militaire fut perpétré sous la direction du général

Augusto Pinochet, avec le soutien des États-Unis, mais aussi du Brésil, dont le régime militaire était parfaitement ami et coopératif avec les États-Unis. Les putschistes, après avoir encerclé et bombardé le palais présidentiel, prirent d'assaut ce dernier. Salvador Allende et ses proches collaborateurs furent tués après une résistance acharnée.

Les États-Unis ont également envahi le Panama à la mi-décembre 1989, sous la présidence de George Bush, l'Ancien. L'objectif de cette invasion militaire était de destituer le dirigeant de facto du Panama, le général Manuel Noriega, accusé par les autorités américaines d'extorsion et de trafic de drogue.

Ainsi, si l'on cherche un parallèle historique où les États-Unis ont arrêté le dirigeant de facto d'un pays et l'ont extradé vers les États-Unis pour y être jugé, l'affaire Noriega est la plus caractéristique. Et cela s'est produit après une véritable invasion militaire, c'est-à-dire dans le contexte d'une intervention armée coordonnée, et certainement pas dans un contexte de paix «normale».

Noriega parvint à s'échapper et se réfugia à l'ambassade du Vatican à Panama, la capitale du pays, où il resta onze jours. Il y subit une intense guerre psychologique pour le contraindre à se rendre. L'armée américaine installa un mur de son assourdissant devant l'ambassade. Une flotte de Humvees équipés de haut-parleurs diffusait en permanence du hard rock et, parfois, du heavy metal. On y passait notamment le titre «Panama» du groupe Van Halen.

Le Saint-Siège s'en est plaint à juste titre auprès du président

Bush, et la guerre musicale prit fin après trois jours. Le 3 janvier 1990, le général accepta de se rendre.

Mais quelles sont les raisons profondes de l'invasion militaire américaine du Venezuela et de la volonté de renverser le régime insubordonné en place?

Le Venezuela possède donc les plus importantes réserves prouvées de pétrole au monde, estimées à environ 303,8 milliards de barils en 2021. À titre de comparaison, les principaux pays producteurs de pétrole disposent de réserves plus modestes. L'Arabie saoudite, par exemple, en possède environ 267 milliards de barils et le Koweït 101,5 milliards.

Dans le même temps, les réserves prouvées de gaz naturel du pays ont dépassé 5,6 billions de mètres cubes en 2021. Il convient de noter, par ailleurs, que dans l'hémisphère occidental, seuls les États-Unis disposaient de réserves plus importantes.

Par ailleurs, les réserves totales de minerai de fer du Venezuela sont estimées à 4,5 milliards de tonnes. Il convient de souligner que le pays se classe deuxième dans la région après le Brésil pour ces réserves. Enfin, le Venezuela possède certaines des plus importantes réserves mondiales de bauxite, un minerai utilisé pour la production d'aluminium. Ses réserves totales de bauxite s'élèvent à 950 millions de tonnes.

Il est donc clair pour tout observateur objectif que les États-Unis convoitent les ressources naturelles du Venezuela, sources de richesse. Des ressources qu'ils ne peuvent obtenir avec le régime actuel, partenaire politique et militaire et allié de Moscou,

Pékin et Téhéran, mais aussi principal fournisseur de pétrole de la Chine, dont le contrôle tarit le flux.

Pour les États-Unis, la solution pour asseoir leur suprématie dans la compétition internationale impitoyable réside dans le renversement du régime vénézuélien actuel et l'installation d'un président et d'un gouvernement parfaitement complaisants et à leur service. Le reste – à savoir la légalité et la nature démocratique d'une telle chose – leur importe peu.

En conclusion, je tiens à souligner que les dirigeants d'un pays ne sont renversés que par leur peuple, c'est-à-dire par des soulèvements populaires et des révolutions, comme cela s'est produit dans divers pays par le passé. Ils ne sont pas renversés par l'intervention militaire d'un autre pays, d'une puissance étrangère. Par conséquent, l'invasion militaire américaine du Venezuela et l'enlèvement de son président, Nicolas Maduro, sont absolument condamnables pour tout citoyen du monde attaché à la démocratie et à la liberté de pensée.



Isidoros Karderinis, journaliste, correspondant de presse à l'étranger accrédité par le ministère des Affaires étrangères, membre régulier de l'Association grecque des correspondants de presse à l'étranger, romancier, poète et parolier. Facebook: Karderinis Isidoros

